

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : DOLIGEZ, François

Titre : «Migradollars et développement local : l'épargne des migrants mexicains aux Etats-Unis », in *Techniques financières et développement*, n°50, pp. 38-41

Editeur : Epargne Sans Frontière, Paris

Date : 1998

« MIGRADOLLARS » ET DÉVELOPPEMENT LOCAL : L'ÉPARGNE DES MIGRANTS MEXICAINS AUX ÉTATS-UNIS

François DOLIGEZ • IRAM¹

Cet article présente quelques éléments issus de la réflexion que l'IRAM mène en partenariat avec l'AMUCSS² sur les systèmes financiers ruraux au Mexique. Les flux financiers engendrés par la migration ont été abordés à partir d'une question beaucoup plus large : celle du petit crédit rural et des ressources que les systèmes financiers de proximité doivent collecter pour répondre à une demande non couverte par le secteur bancaire. L'élaboration d'un projet de recherche a permis de consulter une importante bibliographie sur le thème et dont cet article synthétise les principaux éléments³.

HISPANOS AUX ÉTATS-UNIS : UN PHÉNOMÈNE HISTORIQUE

Les migrations mexicaines aux États-Unis remontent à la fin du XIX^e siècle et ont de tout temps été soumises à l'influence des phénomènes politiques et sociaux des deux cotés de la frontière. La porosité de la frontière Sud des États-Unis, métaphore utilisée depuis le gouvernement Reagan et inspirant la Loi Simpson-Rodino (« *We have lost control of our border* »), est plus ou moins importante suivant les époques, avec des flux qui peuvent s'inverser. C'est pourquoi, Jorge Durand, dans son étude historico-anthropologique, propose l'image d'une frontière en « porte de saloon », pour souligner « qu'elle n'a pas de clé, qu'elle permet de passer dans les deux sens, qu'elle se stabilise toute seule et qu'elle reste toujours un peu entrebâillée ».

Le départ de la main-d'œuvre attirée par les « *enganchadores* » (agents recruteurs) du gouvernement nord-américain s'est développé avant la première guerre mondiale, mais il sera étendu et formalisé par les accords Braceros entre 1942 et 1964. La fin de ces derniers transforme les migrants en « sans papiers » (*indocumentados*), sans pour autant que le flux migratoire fléchisse. Dans le milieu des années soixante-dix, alimentée par la crise de l'économie paysanne et la faiblesse des emplois urbains au Mexique, la migration connaît un essor important du fait de la dévaluation du peso mexicain, doublant le pouvoir d'achat des rémunérations en dollars. Dans les années quatre-vingt-dix, la situation des immigrants évolue de façon importante aux États-Unis. Deux millions de sans papiers mexicains sont légalisés et peuvent entrer et sortir librement des États-Unis, mais ils se retrouvent en concurrence avec autant de réfugiés centraméricains issus des conflits qui ont traversé la région lors de la décennie précédente (Nicaragua, El Salvador, Guatemala). La figure traditionnelle du migrant évolue et le modèle de la migration masculine, d'origine rurale, temporaire, illégale et provenant des régions occidentales du Mexique est désormais à nuancer. Paradoxalement, l'entrée en vigueur du traité de libre commerce s'accompagne d'un raidissement au niveau de la circulation des personnes. L'hostilité envers les migrants mexicains est de plus en plus forte et des mesures comme la « proposition 187 » en Californie vise à limiter l'accès aux soins médicaux et à la scolarisation pour les sans papiers. Mais l'enjeu électoral que représente la communauté mexicaine et plus largement his-

1. Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement.

2. Association Mexicaine des Unions de Crédit du Secteur Social.

3. Les deux principales sources bibliographiques de cet article sont :

• Durand J. : « Migrations mexicaines aux États-Unis », CNRS-Éditions, Paris, 1996, 214 p.

• Mansell Carstens C. : « Las finanzas populares en Mexico », Editorial Ilenio, Mexico, 1995, 306 p.

panophone, désormais première minorité aux États-Unis, pourrait jouer un rôle capital à l'avenir dans ce pays.

TRANSFERTS D'ÉPARGNE : UN PHÉNOMÈNE ÉCONOMIQUE

La migration aux États-Unis s'accompagne de transferts d'argent considérable, les « *migradollars* ». Pour un nombre de migrants souvent estimé à près de trois millions de personnes, les transferts sont couramment estimés entre 2 et 6 milliards de dollars par an.

De fait, les Mexicains des régions d'émigration à l'ouest du pays ont intégré l'option migratoire comme un élément parmi leurs stratégies de subsistance et, parfois, comme un moyen d'accumuler du capital. Les différentes études distinguent couramment trois niveaux ou types de groupes migratoires. Le premier, qualifié de saisonnier, correspond à des embauches temporaires qui enchaînent récoltes ou périodes de travail. Il permet aux migrants de passer la saison morte sans activité sur place. Le second correspond à une migration de moyenne durée, un à trois ans. Les gains, concentrés sur cette période de courte durée, sont obtenus grâce à un travail intense en usine ou dans les services, en associant horaires de nuit, double journée, etc. La migration permet alors de réaliser un investissement au retour, en biens de consommation ou en équipement divers (habitat, matériel) pour les séjours les plus courts, en acquisition de capital productif, terres ou fond de commerce, quand le séjour s'allonge et les conditions du retour sont favorables à ce type d'investissement. Enfin, le troisième niveau, la migration de longue haleine, correspond à des migrants cherchant à s'établir grâce à l'acquisition de la langue, d'emplois mieux rémunérés et de droits obtenus en raison de leur ancienneté. La migration saisonnière reste prépondérante avec la moitié environ des effectifs. Marquant le succès de la politique nord-américaine cherchant à constituer une main d'œuvre migrante à caractère saisonnier, ce système correspond également aux formes particulières de l'économie paysanne et urbaine mexicaine.

Pour effectuer les transferts, le canal le plus courant est le « *money order* », ou mandat, envoyé par la poste. En milieu rural, faute de guichet bancaire, ce sont souvent les petits commerçants qui endossent ces mandats en prélevant des commissions parfois conséquentes. Au bout du compte, Catherine Mansell estime que le coût de la transaction — frais de mandat, envoi du courrier en recommandé, commission du commerçant et appel téléphonique international pour prévenir la famille — peut varier entre 15 et 30 % du montant transféré. Mais cette estimation ne prend pas en compte la relation de dépendance qui peut alors s'instaurer vis-à-vis des intermédiaires qui échangent la valeur des mandats contre les biens de consommation achetés dans leur commerce.

La vision dominante concernant l'impact économique, ou plutôt anti-économique, de ces transferts est négative. L'utilisation éphémère des migradollars, destinés « *au puits sans fond de la consommation quotidienne, des urgences et des plaisirs* », l'impact négatif sur la hausse du prix des terres ou des salaires est régulièrement dénoncé. Pourtant, des études de cas sur les dynamiques agraires dans les zones de migration remettent largement en cause cette vision.

L'EXEMPLE DES HAUTS DE JALISCO

Cette zone paysanne, située autour de Guadalajara, correspond à une vieille zone migratoire. À partir d'une enquête exhaustive (échantillon aléatoire de 2 150 ménages répartis sur 11 villages), Jorge Durand peut mettre en évidence les contours du modèle migratoire contemporain. En moyenne, la moitié des unités domestiques ont un certain type d'expérience migratoire internationale. Même si le phénomène reste très rural, avec des villages où les trois quarts des ménages sont touchés, les villes secondaires de la région sont progressivement intégrées au processus. De fait, les variations observées dans l'intensité et les modalités adoptées dépendent des facteurs locaux et des conditions historiques concrètes à chaque endroit. En moyenne, 10 % des familles enquêtées sont en

situation de migration active. Même si les hommes restent majoritaires, la tendance est à l'intégration des femmes au marché du travail binational. L'âge des migrants couvre les années les plus productives (20 à 54 ans) et l'ensemble des catégories socio-professionnelles est touché par la migration. L'état civil est également un élément important de la migration. La mobilité des célibataires et les besoins monétaires des jeunes couples avec enfants sont deux facteurs propices au voyage.

L'impact économique peut être analysé à chaque période de l'histoire, en fonction des conditions locales. Au début du siècle, la migration, en permettant les achats de terres et la construction de maisons par les métayers, participe à la formation d'une nouvelle catégorie de petits producteurs agricoles indépendants caractéristique de l'ouest mexicain : le *ranchero*. Cette contribution à l'accumulation de l'économie paysanne sera renforcée après les réformes agraires, en particulier lors du gouvernement Cardenas (1928-1934). La migration fut souvent le moyen des bénéficiaires de nouvelles terres, les *ejidatarios*, d'acquérir le capital d'exploitation nécessaire à la mise en culture de leurs parcelles (semences, outils, cheptel). Plus récemment, les *braceros* (journaliers) qui avaient travaillé dans les champs de fraises en Californie, ont transféré leur savoir-faire au bénéfice de la culture de fraises de contre saison pour l'exportation, ce qui a permis l'installation d'un grand nombre d'entreprises de conditionnement. Avec la construction de route ouvrant la région sur de nouveau marché urbain et l'installation de Nestlé, la région se convertit en bassin laitier et stimule les investissements des migrants dans l'acquisition de vaches laitières, puis dans les infrastructures (percée de lacs collinaires, installation de cultures fourragères). Mais avec la crise de l'agriculture mexicaine, les dollars servent aussi des projets non agricoles. C'est par exemple le cas des *reboceros* (fabricants de châles mexicains) du Michoacan, même si la tradition du tissage réactivée dans les années cinquante ne s'avère pas viable. Au-delà des investissements individuels, les transferts contribuent parfois aux équipements collectifs, comme

l'électrification de certains villages ou la mise en viabilité de certains terrains urbains (tout-à-l'égout...). Mais ce ne sont pas seulement ces services, ou le financement des fêtes patronales locales, qui bénéficient de la migration. L'afflux de dollars permet également le développement de services financiers attirés par les transferts des migrants. Alors qu'un tiers de la population mexicaine – 24 millions de personnes – vit dans des municipalités rurales où n'existe pas d'agence bancaire⁴ San Francisco del Rincon, «petite» ville de 80 000 habitants compte six succursales bancaires.

D'après les travaux de Jorge Durand, il est donc possible d'observer de nombreux investissements à partir des transferts issus de la migration, mais la difficulté provient souvent du fait que l'on considère les investissements comme identiques en tout temps et en tout lieu. D'une certaine façon, la tendance est de considérer la société rurale comme statique et ses besoins immuables. On suppose également qu'il y a eu partout, et à toute époque, des opportunités d'investissements productifs rentables, alors qu'il faudrait distinguer plusieurs grands types de transferts. Le premier type correspond à un salaire qui, pour les migrants, permet de payer les frais de voyage, d'envoyer de l'argent à leur famille et d'acquérir ses moyens de subsistance. Pour près de 40 % des personnes enquêtées, le transfert représente aussi un investissement. La migration est alors un moyen rapide, peut-être unique, pour gagner l'argent nécessaire à l'acquisition d'un bien en fonction de laquelle est planifié le voyage. Les migrants s'imposent alors un style de vie qui favorise le retour : travail intense, peu de dépenses et situation financière limite. Suivant les époques, ce type d'investissement a pu favoriser l'accumulation de l'agriculture familiale, le logement ou la diversification économique des villes petites et moyennes de l'ouest mexicain. Enfin, à travers un transfert en tant que capital, l'espoir de nombreux migrants a souvent été de réaliser un investissement productif. Actuellement les petites

4. Ahorro y crédito en poblaciones semi-urbanas y rurales. Reflexiones y perspectivas», Secretaria de Hacienda y crédito publico, Mexico, 1993, 143 p.

activités manufacturières semblent attirer les «migradollars». Pourtant, dans un certain nombre de cas, la dynamique migratoire peut agir de façon contradictoire sur l'investissement au Mexique quand le déplacement des familles, le travail de plusieurs membres, l'achat d'une maison et le contact social et culturel avec les États-Unis aboutissent au séjour plus ou moins définitif dans le pays hôte.

QUELQUES PISTES POUR UN TRAVAIL D'ACCOMPAGNEMENT

La réflexion, centrée sur les flux financiers, porte sur deux grands aspects. En premier lieu, afin d'améliorer les conditions de transfert, se pose la question d'une plus grande synergie entre systèmes financiers; notamment systèmes bancaires pour les virements internationaux et systèmes de proximité, mutuelles, coopératives ou, dans le cas mexicain, unions de crédit, à la fois pour les dépôts aux États-Unis et les retraits au Mexique. Une réflexion conjointe entre l'union régionale de crédit du réseau AMUCSS, la UCRA⁵, l'une des plus grandes coopératives d'épargne et de crédit du pays, «*El Grullo*», couvrant l'état de Jalisco et des partenaires financiers aux États-Unis était ainsi envisagée. À partir de l'identification des flux transférés (nombre, fréquence, montants) et de l'identification des mécanismes, l'objectif est d'évaluer leur efficacité en termes de rapidité, de coûts et de risques pour les migrants et leur famille.

Mais, au-delà de l'organisation des flux, une meilleure connaissance des stratégies économiques des migrants peut également permettre de concevoir et de tester des produits financiers adaptés. Certains types de pro-

jets pourraient par exemple être appuyés par des produits de type plan d'épargne-investissement et des crédits adaptés aux activités économiques financées par les transferts migratoires.

Derrière ces aspects, se profile un véritable champ d'étude et d'innovations pour les acteurs concernés. Ce dernier implique de connaître les logiques socio-économiques au niveau des différents types de migrants, à la fois dans les pays d'accueil et les zones d'origine. Une méthode d'évaluation des mécanismes de transfert doit également être élaborée en prenant en compte leurs différentes dimensions de prélèvements financiers, mais aussi de coûts de transaction, de liquidité ou de risques. Enfin, des nouveaux produits financiers plus adaptés pourraient être testés en associant systèmes financiers et organisations de migrants autour de véritables recherches-actions.

À travers le prisme des transferts d'épargne, le lien entre migration et développement local, thème récurrent pour les acteurs de la coopération mais remis à l'ordre du jour pour des raisons essentiellement politiques, devient de mieux en mieux connu et problématisé par des monographies locales⁶. Pourtant, manque aux acteurs locaux, associations de migrants, opérateurs de développement ou systèmes financiers, un travail comparatif mené depuis les lieux de départ jusqu'aux bassins d'emploi et analysant les flux d'épargne engendrés par la migration, leurs modalités et leurs impacts locaux pour concevoir et expérimenter des dispositifs adaptés et susceptibles de répondre aux stratégies des migrants. L'enjeu que la migration représente permettra-t-il de renforcer les innovations financières susceptibles de réconcilier migration et développement ?

5. *Union de crédito regional amequense*.

6. Sans être exhaustif, on peut citer, en dehors du Mexique :

• Pour la vallée du fleuve Sénégal : Lavigne-Delville Ph. : «*La rizière et la valise*», Syros,

• Pour le Maroc : Magharabli B. : «*Mobilisation de l'épargne des émigrés*», in Actes du forum francophone sur la mobilisation de l'épargne pour l'entrepreneuriat, ACCT, 1995, p. 193-211,

• Pour le Salvador : Siri Gabriel, Pedro Abelardo : «*Uso productivo de la remesas en El Salvador*» FUSADES, 1995, 57 p.